

La crise écologique : une occasion de discernement

La complexité que revêt la question écologique ne fait qu'accentuer notre **sentiment d'impuissance**. On peut être tenté de **fuir** ou on est **paralysé** face à l'ampleur des défis. On peut aussi ressentir d'autres sentiments, ou d'autres **tensions intérieures**, comme par exemple la tension qui découle du fait que l'on ne souffre pas directement, ou peu, de la crise écologique, combiné avec la prise de conscience de notre responsabilité et l'urgence qu'il y a à agir. Il s'agit là d'une **tension** qu'il faut assumer. Cela nous donne des **responsabilités** : celles d'**être solidaire** et de **rechercher la justice**.

La solidarité et la justice sont, dans la **pensée sociale chrétienne**¹, des responsabilités qui découlent du fait que nous sommes créés par Dieu non pas comme des individus isolés mais comme des personnes qui sont essentiellement interdépendantes. La **solidarité** exprime notre amour pour les personnes que nous ne rencontrerons jamais mais que nous reconnaissons comme nos sœurs et frères. La **justice**, quant à elle, est l'expression d'une autre forme d'amour : la recherche du bien-être des autres, même à un coût personnel, dans leurs réalités socio-politiques spécifiques.

Cette tension peut mener à des sentiments divers, qu'il est important de reconnaître et de nommer pour mieux les gérer. **Colère** ou **culpabilité** sont des sentiments qui peuvent nous envahir. On peut également ressentir un sentiment de **gratitude** pour tout le bien reçu, pour la création. Tous ces sentiments sont susceptibles de mener à un **engagement** pour plus de justice. Cependant, la **gratitude** est un **meilleur moteur** pour tenir dans la durée que la culpabilité et la colère, qui souvent paralysent. Une des clefs de la pérennité d'un engagement est celle du bonheur, rien de moins. Si l'on considère qu'un des enjeux face à la crise écologique, c'est de vivre dans certaines limites et de quitter la dynamique du « toujours plus », il semble qu'un sentiment de gratitude peut aider à se satisfaire de moins et surtout à en être heureux – c'est la *sobriété heureuse*², ou l'*abondance frugale*³.

Une autre attitude serait celle de la **toute-puissance technologique**, fondée sur la croyance que « **la technologie va nous sauver** ». C'est une **illusion** ! Certes, les progrès technologiques sont utiles et nécessaires (énergies renouvelables, etc.), mais cela ne règlera pas tout. Oui, il faut que nos voitures polluent moins, mais il faut surtout remettre en question le « tout à l'auto » qui est de mise aujourd'hui. Par ailleurs, certains « progrès » ont des conséquences désastreuses : pensons par exemple à la production d'agrocarburants, qui confisquent des terres arables nécessaires à la production d'alimentation pour les humains.

On voit ici combien un sujet comme l'écologie comporte aussi des **questions de sens, d'ordre spirituel**, qu'il serait dommage de négliger. Il ne faudrait pas simplifier à outrance : la **réalité** est **mêlée** – tout n'est pas blanc, tout n'est pas noir non plus –, nos sentiments eux aussi sont mêlés. Face à la réalité du monde, d'autres sentiments – tous légitimes – tels que l'angoisse, le sentiment d'impuissance et de fatalité, peuvent nous gagner. Pour mieux éclairer nos choix et nos actions, il est important de prendre conscience que ces questions qui concernent notre vie spirituelle sont à **prendre au sérieux** et qu'il s'agit, pour chacun, de **clarifier** au mieux là où il en est.

Dans la perspective de la gratitude, on peut aussi envisager la crise écologique comme une **opportunité**. Plutôt que de considérer la crise comme une **fatalité** ou une **menace**, on peut aussi la considérer comme une **chance** à saisir pour s'engager dans un processus de changement. **Krisis** en grec signifie d'ailleurs « **moment du jugement, du discernement, de la décision** ». En chinois, le mot crise se dessine par un double idéogramme signifiant obstacle et opportunité.

Inspiré de Claire Brandeleer, *Environnement et justice sociale. Invitation à une spiritualité engagée*, Etude du Centre Avec, 2011.

Claire Brandeleer, *Mondialisation dérégulée. Invitation à l'espérance agissante*, Etude du Centre Avec, 2013.

Disponibles en ligne : www.centreavec.be.

¹ Pour ce paragraphe, voir Frank Turner s.j., « La solidarité européenne en temps de crise », in *En question* (revue du Centre Avec), n°103, décembre 2012, p.17.

² Voir Pierre Rabhi, *Manifeste pour la Terre et pour l'humanisme*, Actes Sud, 2008.

³ Voir Jean-Baptiste de Foucauld, *L'abondance frugale. Pour une nouvelle solidarité*, Paris, Odile Jacob, 2010.

L'écologie : aussi une question de justice sociale

Les dégradations environnementales, c'est **un problème en soi**, car sans le respect que la création mérite en tant que création, celle-ci se trouve blessée et menacée. Mais ces dégradations et les défis qu'elles posent, c'est aussi **une question de justice sociale**. Malgré le fait que cela concerne à long terme toute l'humanité, actuellement les êtres humains ne sont pas tous touchés de la même manière. Nous ne sommes pas tous égaux face aux problèmes écologiques.

Prenons l'exemple du **changement climatique**. Le GIEC (le groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) l'affirme : le changement climatique est sans équivoque et a des effets pour l'humanité, et il est essentiellement dû à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et est donc en grande partie d'origine anthropique (c'est-à-dire dû à l'activité de l'être humain). C'est là que l'on peut dire que le changement climatique est le résultat et en même temps la source d'inégalités et d'injustices sociales. Les **enjeux de justice sociale** se situent à **différents niveaux** :

1) Ce sont les pays du Nord de la planète qui, par leur industrialisation, ont contribué et contribuent le plus à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, alors que, de manière générale, ce sont les pays du Sud qui souffrent et souffriront le plus des problèmes écologiques résultant du changement du climat. C'est ainsi que l'on peut parler de « **dette écologique** » : les pays du Nord resteront, historiquement, les principaux responsables des quantités de dioxyde de carbone (CO²) accumulées jusqu'à présent dans l'atmosphère. Concrètement, les **impacts dans les pays du Sud sont déjà tangibles** : multiplication des phénomènes climatiques extrêmes (tels qu'ouragans, tempêtes, sécheresses), montée des eaux dans les régions proches du niveau de la mer (provoquant des déplacements de populations, installées majoritairement sur les zones côtières), désertification rapide des zones arides, etc. De plus, beaucoup de personnes en situation de pauvreté dépendent de l'accès aux ressources naturelles pour leur subsistance (petits paysans, personnes qui vivent de la chasse, de la cueillette ou de la pêche). Les conséquences des problèmes environnementaux, changement climatique en tête, sont souvent dramatiques pour ces personnes.

2) De plus, ce sont les pays du Sud qui ont le moins de **moyens pour faire face** à la crise écologique et pour s'y adapter. A titre d'exemple, on peut facilement imaginer que les Pays-Bas ont plus de moyens pour s'adapter à l'élévation du niveau de la mer que le Bangladesh.



Village inondé au sud de Dacca, Bangladesh.
Photo de Yann Arthus-Bertrand



« L'eau monte, l'homme invente », maison flottante aux Pays-Bas. Le Point, 29/03/2012

3) Tout cela s'inscrit dans un système économique où la recherche de maximisation du profit des multinationales va de pair avec une exploitation des êtres humains et des ressources naturelles de la Terre. Dans ce type de fonctionnement, les conséquences écologiques et de justice sociale sont intrinsèquement liées.

4) On peut aussi parler de **dette intergénérationnelle** puisque les générations futures hériteront de notre « dette écologique ».

Inspiré de Claire Brandeleer, *Environnement et justice sociale, invitation à une spiritualité engagée*, Etude du Centre Avec, 2011.
Disponible en ligne : www.centreavec.be.

La crise écologique : un point de vue anthropologique

Une caractéristique essentielle de la manière dont nous nous représentons le monde, l'être humain et la nature de la relation que ce dernier entretient avec son environnement, est l'**anthropocentrisme** : il s'agit d'une part d'un regard qui appréhende la réalité seulement à partir de l'être humain et le place au centre ; et d'autre part, il s'agit d'un regard implicitement dualiste, c'est-à-dire un regard qui divise la réalité en opposant les termes deux à deux, comme par exemple la nature et l'être humain, ou la nature et la culture.

Avec les progrès des sciences déployés par la technologie, l'être humain occidental est devenu « **maître et possesseur de la nature** » (selon les mots de Descartes). Ainsi, « érigé en mesure de toutes choses, l'être humain se place hors et au-dessus de la nature pour la connaître, la conquérir et la dominer par sa puissance rationnelle et [...] technologique. Quant à la création, disséquée et mise en équations, elle est ramenée à une réalité matérielle et mécanique, vidée de tout mystère »¹. Le terme « environnement » parle de lui-même : c'est ce qui est autour. Dans nos sociétés occidentales, l'**être humain** apparaît comme le **seul être à avoir une valeur intrinsèque**, la **nature** n'ayant qu'une **valeur instrumentale**. En d'autres mots, on peut dire que la vision de la nature en Occident est une vision de type marchand : nous en sommes venus à la considérer comme un **stock de ressources naturelles** exploitables à merci et mis à la disposition de notre satisfaction.

Notre **modernité occidentale** est également caractérisée par une **vision dualiste du monde** et de la **condition humaine** qui **oppose les termes deux à deux** : individuel et collectif, corps et âme, être humain et nature, matériel et spirituel, humain et divin, foi et raison, etc.

Ce qui nous caractérise, êtres humains occidentaux, c'est qu'il **nous est difficile de vivre la tension** : notre civilisation occidentale privilégie l'individuel au détriment du collectif, le matériel au détriment du spirituel, l'être humain au détriment de la nature, etc. Or, pour s'épanouir véritablement, l'être humain devrait toujours effectuer un choix de pondération plutôt qu'un choix exclusif.

La solution n'est pas de rejeter la modernité et de promouvoir un retour en arrière. Il ne faudrait pas perdre le positif que ces divisions ont apporté : l'être humain comme individu et sujet, autonome, émancipé, exerçant sa liberté de conscience et capable de raison.

Cependant, il est nécessaire de repenser notre mode d'être au monde et notre rapport à la nature. Non pas tomber dans un biocentrisme comme le font les tenants de la *deep ecology* (l'écologie profonde) qui situe les êtres humains sur le même plan que tous les organismes vivants, mais d'opter pour un **anthropocentrisme modéré** qui distingue l'être humain de la nature sans l'en séparer pour autant.

Difficile mais nécessaire **travail intérieur et culturel**, tant nous sommes imprégnés de cette façon de considérer le monde et de nous y situer.

Inspiré de Claire Brandeleer, *Environnement et justice sociale, invitation à une spiritualité engagée*, Etude du Centre Avec, 2011.

Disponible en ligne : www.centreavec.be.

écologie interculturelle citoyenneté démocratie

¹ Michel Maxime Egger, « La création, lieu des énergies divines », in Dominique Bourg et Philippe Roch, *Crise écologique, crise des valeurs ?*, Genève Kabor et Fides, 2010, p.79.

Ecologie et modes de vie

« Si les biens matériels et l'argent deviennent le centre de la vie, ils nous happent et nous rendent esclaves ».

Pape François, Tweet du 30 octobre 2013

C'est un fait : trop d'humains consomment trop. La planète est en voie d'épuisement tant ses ressources sont exploitées avec démesure, sans égard ni pour leur caractère non renouvelable ni pour les déchets qu'elles génèrent (pollution, CO₂, etc.). **Le paradigme du consumérisme** n'est pas durable et la généralisation de ce modèle n'est pas supportable pour la planète. Et pourtant, il semble bien que le consumérisme a de beaux jours devant lui... Y serions-nous donc pieds et poings liés ? Le consumérisme est devenu la culture prédominante et nous en sommes tous complices en tant que consommateurs. Mettons en évidence quelques points de repères pour en saisir la logique.

Premièrement, il s'agit de bien comprendre **son caractère addictif**. Pour survivre, le capitalisme a besoin de consommateurs qui sont mus par l'envie d'avoir toujours plus. D'où la nécessité de créer des besoins artificiels. D'où, également, la nécessité de brouiller la différence entre besoins, envies et désirs, afin que nous prenions nos désirs et envies passagères pour des besoins essentiels à combler sans tarder. Pour orchestrer cette confusion : la publicité. Etre au clair sur le caractère addictif de la consommation permet de mieux cerner l'enjeu spirituel sous-jacent : notre liberté.

Un deuxième point à relever a justement trait à la liberté : le consumérisme, c'est une culture du primat de la liberté individuelle – celle du consommateur qui a le choix¹. La souveraineté du consommateur est présentée comme la figure accomplie et absolue de la liberté. En réalité, il s'agit d'une **fausse liberté**. Car le consumérisme, c'est aussi et avant tout la standardisation des normes et des modèles : le consommateur croit avoir le choix, mais en réalité, le système lui dicte ce dont il doit avoir envie, ce dont il doit rêver, etc. Le consumérisme entraîne une homogénéisation des objets et des modes de vie. Le consommateur croit être parfaitement libre ; en réalité le client-roi est un client esclave et soumis.

Un troisième point de repère est **l'aspect ostentatoire de la consommation** : la consommation de masse sert souvent à s'assurer un statut social et à construire son identité. On (sur)consomme pour être reconnu d'autrui et pour « dire qui on est », soit en se distinguant, soit en imitant. Dans ce cas, il ne s'agit plus de consommation répondant à des besoins fondamentaux, mais de consommation symbolique. C'est le règne de la marque, de l'image. Cet aspect ostentatoire du consumérisme concerne tout le monde : pas seulement ceux qui ont des moyens plus ou moins importants mais aussi ceux qui n'arrivent pas à combler leurs besoins de base. Même ceux qui luttent contre le consumérisme ne sont pas à l'abri...

Un quatrième aspect du consumérisme : c'est **le règne du jetable et de l'éphémère**, une « **culture du déchet** » comme le dénonce le Pape François. Il y a les gaspillages, alimentaires et autres, mais aussi les pollutions. En outre, les modes sont passagères et l'obsolescence programmée des appareils rend ceux-ci rapidement désuets et souvent impossibles à réparer. La combinaison entre innovation rapide de produits et baisse des prix fait qu'un tourbillon de choses entre dans la danse de nos vies quotidiennes. Cela se fait au prix d'une pression exagérée sur les ressources naturelles non renouvelables et produit des déchets, le CO₂ notamment. Cela pèse sur notre empreinte écologique et pose de sérieux défis climatiques, environnementaux et sociaux.

Inspiré de Claire Brandeleer, *Environnement et justice sociale. Invitation à une spiritualité engagée*, Etude du Centre Avec, 2011.

Claire Brandeleer, *Mondialisation dérégulée. Invitation à l'espérance agissante*, Etude du Centre Avec, 2013.

Disponibles en ligne : www.centreavec.be.

¹ Pour ce paragraphe, voir Jean De Munck, « Les critiques du consumérisme », in Isabelle Cassiers et alii, *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube, 2011, pp.101-126.

Les impacts environnementaux du gaspillage alimentaire

En septembre 2013, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié un rapport¹ sur les impacts environnementaux du gaspillage alimentaire : « Food Wastage Footprint : Impacts on Natural Resources ». On y pense moins, mais outre ses impacts en termes de coûts économiques (qui représentent une perte de l'ordre de 750 milliards de dollars par an), les pertes et les gaspillages alimentaires ont également leur « **empreinte écologique** ».

Pour commencer, trois données permettent de saisir l'ampleur de la problématique. La FAO estime que la quantité de nourriture produite mais non consommée représente **1,3 milliard de tonnes chaque année**. Nous ne pouvons que joindre notre voix à celle de José Graziano da Silva, le directeur général de la FAO quand il déclare que « nous ne pouvons tout simplement pas permettre qu'un tiers de toute la nourriture que nous produisons soit gaspillé ou perdu à cause de pratiques inadéquates lorsque **870 millions d'êtres humains** sont affamés chaque jour ».

Venons-en aux **impacts environnementaux**. L'organisation onusienne met bien en lumière que le gaspillage alimentaire « porte aussi un grave préjudice aux ressources naturelles dont l'humanité dépend pour se nourrir ». En effet, non seulement les impacts sont colossaux pour le **climat** (avec le rejet dans l'atmosphère de 3,3 gigatonnes de gaz à effet de serre), mais également en termes de **biodiversité**, d'**utilisation vaine des terres** (1,4 milliard d'hectares, soit près de 30% des terres arables au niveau mondial) et de la **quantité d'eau** requise (« la nourriture produite sans être consommée engloutit un volume d'eau équivalant au débit annuel du fleuve Volga en Russie », c'est-à-dire 250 km³, ou encore trois fois le volume du lac Léman).

Une précision de vocabulaire : le rapport distingue les **pertes** alimentaires et le **gaspillage** alimentaire. Les premières sont involontaires et essentiellement dues à des problèmes d'infrastructures, de logistique, de technologies, de compétences, etc. (par exemple la nourriture non récoltée ou endommagée lors du stockage ou du transport), tandis que le second concerne des aliments comestibles jetés intentionnellement.

On voit donc que la non-consommation de nourriture produite concerne tous les maillons de la chaîne alimentaire : à un niveau mondial, 54% des pertes se passent en amont, c'est-à-dire aux stades de la production, de la manutention et du stockage, et les 46% restant se passent en aval, c'est-à-dire aux phases de la transformation, de la distribution et de la consommation. On peut s'en douter : les pertes ou gaspillages alimentaires ayant lieu en fin de chaîne alimentaire ont un impact environnemental plus grand qu'en début de chaîne (en raison du coût environnemental du transport, du stockage, de la transformation, etc.). Le rapport note également que les gaspillages ayant lieu en toute fin de chaîne (vente au détail et stade de la consommation) sont bien plus élevés dans les régions à revenus moyens ou élevés (31 à 39% des pertes et gaspillages totaux) que dans les régions à revenus faibles (4 à 16% du total).

Qu'en est-il **en Belgique** ? Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Au stade de la consommation, un Belge jette en moyenne 15 à 20 kg de nourriture par an. Au-delà des actions politiques et citoyennes auxquelles ces constats nous incitent, nous sommes renvoyés à notre conscience d'êtres humains et invités à nous poser cette **question spirituelle** : en termes de consommation (alimentaire, mais pas uniquement), quel est **mon rapport à la limite** ?

Pour en savoir plus (y compris à propos de pistes d'actions concrètes), voir Claire Brandeleer, « Les impacts environnementaux du gaspillage alimentaire », analyse du Centre Avec, mai 2014.

Disponible en ligne : www.centreavec.be.

¹ Voir www.fao.org/docrep/018/i3347e/i3347e.pdf

Aujourd'hui, beaucoup de citoyens se rendent compte qu'un changement est nécessaire en ce qui concerne nos habitudes de consommation (alimentaire et autre), nos manières de nous déplacer, nos façons de nous loger, etc. Nombreux sont celles et ceux qui essaient d'adapter leurs habitudes au regard des défis écologiques. Mais changer seul ou au niveau d'un ménage, ce n'est pas si évident. Alors pourquoi ne pas rejoindre un groupe ? S'appuyer sur **une dynamique collective** aide effectivement à changer, à être créatif... Et **un tas d'initiatives plus ou moins nouvelles** fleurissent ici et là, et montrent qu'il est possible de résister à la culture consumériste ambiante, qu'il est possible de se laisser désinstaller du confort de nos habitudes et de la sécurité de notre routine.

Ces initiatives sont très diverses : groupes d'achat en commun, réseaux d'échange de savoirs, monnaies locales et systèmes d'échange locaux, donneries, ressourceries, friperies, écovillages, quartiers durables, *buen vivir*, voisins solidaires, voitures et vélos partagés, composts et potagers collectifs, fermes alternatives, *repair* cafés, les *commons* (ou biens partagés), le mouvement de *slow food*, celui de simplicité volontaire, celui des villes ou quartiers en transition, le commerce équitable, les entreprises d'insertion par le travail et de travail adapté, les coopératives financières, etc.

On le voit : un fourmillement d'initiatives existe ! Leur diversité est une richesse. Au-delà de leurs différences, elles ont ceci en commun : elles montrent qu'il existe bel et bien des **marges de manœuvre pour résister au consumérisme** ambiant en investissant les champs de l'être, de la relation, de la solidarité, du service aux autres, du don et de la gratuité. Ces marges de manœuvre, il ne faudrait pas les sous-estimer. Par leur ancrage local, elles participent au remailage du **lien social**. L'esprit de **convivialité** et le **sentiment d'appartenance** à un groupe permettent de ne plus se sentir seul pour agir.

Certes, c'est impossible de prendre part à tout : à chacun(e) de choisir l'initiative (ou les initiatives) dans laquelle il/elle veut s'engager, qu'elle existe déjà ou qu'il faille la mettre sur pied¹. Le **choix** se fait en fonction de ses affinités, ses contraintes, ses disponibilités et ses limites. La capacité à poser des choix qui vont parfois à contre-courant de ce que propose la société, voilà une voie d'émancipation – individuelle et collective – que nous promettent ces initiatives citoyennes.

Focus : les Repair cafés

On a tous chez soi des choses abîmées ou cassées ; elles traînent et on hésite à les jeter, ne sachant pas comment les réparer. La solution ? Le *Repair Café* ! On y trouve le matériel nécessaire, et des personnes bénévoles pour nous aider à réparer nos objets de toutes sortes : vélo, vêtement, machine à laver, grille-pain, etc. De la sorte, on ressort du *Repair Café* avec des objets presque flambant neufs, mais aussi, on a appris à les réparer : une couturière nous a appris à repriser un pull, un réparateur de bicyclettes nous a appris à réparer notre vélo, etc. En plus, on a passé un bon moment autour d'un café. Ça nous aide à **lutter contre le gaspillage et la surconsommation**, et participe à la **transmission de savoir-faire** pas toujours valorisés à leur juste-valeur dans la société.

Liens utiles :

Pour en savoir plus et pour trouver un *Repair Café* près de chez soi : www.repaircafe.be/fr/

¹ Pour faciliter la mise sur pied d'une initiative, des associations peuvent fournir un accompagnement personnalisé et proposent des formations. Voir notamment l'asbl RCR (réseau des consommateurs responsables) : www.asblrcr.be.